

SEANCES DU MERCREDI 25 JUIN 1980
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 25 JUNI 1980ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1944.

COMMUNICATION:

Page 1944.

Crédit maritime.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget du ministère de l'Intérieur de l'année budgétaire 1980.

Projet de loi ajustant le budget du ministère de l'Intérieur de l'année budgétaire 1979.

Interpellations jointes:

a) De M. E. Guillaume à Mme De Backer-Van Ocken, ministre de la Communauté flamande, et au ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles sur « la publicité tendancieuse faite par l'administration communale d'Asse sur son courrier »;

b) De M. De Rouck au ministre de l'Intérieur et des Réformes institutionnelles sur « l'intervention de la gendarmerie wallonne lors d'une manifestation de la Volksunie le dimanche 8 juin dernier dans l'arrondissement d'Audenarde ».

Discussion générale (Suite). — *Orateurs*: MM. Paque, de Bruyne, J. Gillet, Wyninckx, Hanin, Mme De Pauw-Deveen, MM. Pedé, Désir, De Seranno, Lecoq, p. 1944.

PROPOSITION DE LOI (Retrait):

Page 1954.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1944.

MEDEDELING:

Bladzijde 1944.

Scheepskrediet.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Binnenlandse Zaken voor het begrotingsjaar 1980.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Binnenlandse Zaken voor het begrotingsjaar 1979.

Toegevoegde interpellaties:

a) Van de heer E. Guillaume tot Mevr. De Backer-Van Ocken, minister van de Vlaamse Gemeenschap, en tot de minister van Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over « de tendentieuze reclame die het gemeentebestuur van Asse op zijn uitgaande post maakt »;

b) Van de heer De Rouck tot de minister van Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over « het optreden van de Waalse rijkswacht tijdens een manifestatie van de Volksunie op zondag 8 juni jl. in het arrondissement Oudenaarde ».

Algemene bespreking (Voortzetting). — *Sprekers*: de heren Paque, de Bruyne, J. Gillet, Wyninckx, Hanin, Mevr. De Pauw-Deveen, de heren Pedé, Désir, De Seranno, Lecoq, blz. 1944.

VOORSTEL VAN WET (Intrekking):

Bladzijde 1954.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 05 m.
De vergadering wordt geopend te 10 u. 05 m.

CONGES — VERLOF

Mme Hanquet demande un congé pour raison de santé.
Vraagt verlof: Mevr. Hanquet, wegens gezondheidsredenen.
— Ce congé est accordé.

Dit verlof wordt toegestaan.

MM. Humblet et Dalem, en raison d'autres devoirs; Van Herreweghe et Conrotte, en raison d'un deuil familial; Vandenabeele, en raison d'obligations familiales; Poulain, De Graeve et Vernimmen pour raison de santé, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Humblet en Dalem, wegens andere plichten; Van Herreweghe en Conrotte, wegens familierouw; Vandenabeele, wegens familieplichten; Poulain, De Graeve en Vernimmen, wegens gezondheidsredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

COMMUNICATION — MEDEDELING

Crédit maritime — Scheepskrediet

M. le Président. — Par dépêche du 24 juin 1980, le ministre des Communications transmet au Sénat, conformément à l'article 8 de la loi du 23 août 1948, relatif à l'organisation du Crédit maritime, le rapport sur les opérations de crédit au cours de l'exercice 1979.

Bij dienstbrief van 24 juni 1980 zendt de minister van Verkeerswezen aan de Senaat, overeenkomstig artikel 8 van de wet van 23 augustus 1948 betreffende de inrichting van het Scheepskrediet, het verslag over de kredietverrichtingen tijdens het jaar 1979.

— Dépôt au greffe.

Neergelegd ter griffie.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTRE DE L'INTERIEUR DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTRE DE L'INTERIEUR DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Continuation de la discussion générale

INTERPELLATIONS JOINTES:

a) DE M. E. GUILLAUME A MME DE BACKER-VAN OCKEN, MINISTRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE, ET AU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES REFORMES INSTITUTIONNELLES SUR «LA PUBLICITE TENDANCIEUSE FAITE PAR L'ADMINISTRATION COMMUNALE D'ASSE SUR SON COURRIER»;

b) DE M. DE ROUCK AU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DES REFORMES INSTITUTIONNELLES SUR «L'INTERVENTION DE LA GENDARMERIE WALLONNE LORS D'UNE MANIFESTATION DE LA VOLKSUNIE LE DIMANCHE 8 JUIN DERNIER DANS L'ARRONDISSEMENT D'AUDENARDE»

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN BINNENLANDSE VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Voorzetting van de algemene beraadslaging

TOEGEVOEGDE INTERPELLATIES:

a) VAN DE HEER E. GUILLAUME TOT MEVR. DE BACKER-OCKEN, MINISTER VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP, EN TOT DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN INSTITUTIONELE HERVORMINGEN OVER «DE TENDENTIEUZE REKLAME DIE HET GEMEENTEBESTUUR VAN ASSE OP ZIJN UITGAANDE POST MAAKT»;

b) VAN DE HEER DE ROUCK TOT DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN INSTITUTIONELE HERVORMINGEN OVER «HET OPTREDEN VAN DE WAALSE RIJSWACHT TIJDENS EEN MANIFESTATIE VAN DE VOLKSUNIE OP ZONDAG 8 JUNI J.L. IN HET ARRONDISSEMENT OUDENAARDE»

M. le Président. — Nous reprenons la discussion des projets de loi relatifs au budget du ministère de l'Intérieur, à laquelle sont jointes les interpellations de MM. Guillaume et De Rouck.

La parole est à M. Paque.

M. Paque. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, dans la discussion du budget du ministère de l'Intérieur, je me bornerai à évoquer le rôle et les missions dévolus à nos polices.

Le système policier en Belgique présente la caractéristique assez unique en Europe, semble-t-il, d'être organisé essentiellement à deux échelons: d'une part, une police nationale centralisée et militarisée mais qui exerce également des tâches d'ordre local et, d'autre part, des polices communales qui exercent essentiellement les tâches de police locale mais également, dans une large mesure, pour compte du pouvoir central.

Seuls certains aspects de l'organisation de la police locale sont réglementés par le pouvoir central: uniforme et équipement des agents, barèmes minima, nomination des commissaires, conditions minima de recrutements des agents, etc. L'essentiel de la responsabilité de l'organisation repose sur les autorités locales.

La coexistence de ces deux formes de police pose des problèmes.

La police communale joue un rôle essentiel, par sa connaissance, relativement plus approfondie que celle de la police nationale, du milieu et de la population au sein desquels elle exerce sa mission, dans la prévention et la lutte contre la criminalité, le maintien de l'ordre au sens large du terme et l'application, dans des conditions normales, des lois et règlements.

Elle peut également, grâce à sa meilleure insertion dans la vie locale et à sa dépendance d'une autorité locale élue, être plus souple, plus compréhensive et plus humaine dans son action et dans ses interventions; elle peut recourir, plus rapidement et plus efficacement qu'une police nationale, contre d'éventuels abus.

En outre, la police communale constitue un élément fondamental dans l'exercice de l'autonomie communale.

Enfin, l'existence de deux polices à compétences générales, l'une au niveau national et l'autre au niveau local, est une garantie d'équilibre ainsi qu'une assurance contre l'arbitraire éventuel de l'une ou de l'autre.

Il faut donc maintenir une police communale responsable devant une autorité publique décentralisée, en l'occurrence le bourgmestre et le conseil communal. On peut effectivement dire qu'il existe une « crise de la police communale » et on peut également affirmer que le moral de celle-ci en est affecté.

Quelle est la nature des griefs de nos policiers communaux ?

Ils se plaignent de ce que l'importance, le nombre et la nature des tâches administratives qu'ils doivent effectuer, n'aient pas été définis. Le problème de base de la définition de la mission des différentes polices, et donc de la coordination de leur action, se pose également, de même que celui du travail judiciaire des policiers, par exemple en matière de devoirs accaparants et prioritaires pour compte des autorités judiciaires. Il est vrai enfin qu'un cadre complet et suffisant est une condition essentielle pour le bon fonctionnement d'une police locale digne de ce nom.

Monsieur le Ministre, ce qui importe, ce n'est pas de modifier les lois ni de mettre sur pied des commissions d'études. Bon nombre ont été créées, qui n'ont pas apporté de solution. Notre objectif doit être d'améliorer pragmatiquement, par des actions concrètes et limitées, dans un esprit de concertation et de persuasion, l'action des polices communales ainsi que leur organisation.

Pour terminer, je voudrais attirer votre attention sur les relations de notre pays avec Interpol. Certaines demandes formulées par cet organisme couvrent à l'évidence des activités de type politique; beaucoup auraient pour objet de collecter des informations au sujet de l'activité privée ou de l'opinion politique de Belges notamment. Dans une démocratie qui se respecte, ce sont là des faits graves.

La police doit occuper, dans notre pays, une place importante, car elle est la garantie de notre sécurité, donc de notre démocratie.

Les problèmes communaux et nationaux sont ceux des populations. Il est de notre devoir de tenter de les résoudre. Je suis persuadé que, dans le cadre de la mission importante qui vous est confiée au sein du gouvernement, le problème de l'organisation de nos polices retiendra votre attention. D'avance, je vous en remercie. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, op bladzijden 28 en 29 van het verslag van collega Flagothier is er sprake van de Commissie voor de nationale defensieproblemen. Ze wordt voorgezeten door de Eerste minister, maar de bespreking van de begroting van het ministerie van Binnenlandse Zaken lijkt me een gepaste gelegenheid om over dit weinig bekende maar potentieel belangrijke lichaam te spreken, des te meer omdat de minister van Binnenlandse Zaken er een hoofdrol in dient te spelen.

De Commissie voor de nationale defensieproblemen is een werk-instrument van de uitvoerende macht. Haar bedrijvigheid kunnen vaak een vertrouwelijk karakter hebben en we weten waar de grens van de constitutionele en politieke bevoegdheden van de Senaat liggen. Ik meen die niet te overschrijden wanneer ik erop aandring, Mijnheer de Minister van Binnenlandse Zaken:

1. Dat die commissie vaker bijeen zou komen dan in een vrij recent verleden het geval was;

2. Dat ze het ruime veld van haar taakstelling ten volle zou bestrijken;

3. Dat ze een verhoogde doeltreffendheid zou bereiken, en deze steeds zou nastreven overeenkomstig de grondbeginselen en de praktijk van een rechtsstaat. De Commissie dient haar uiterst belangrijke

taak discreet te vervullen. Deze laatste opmerking kan van grote betekenis zijn in perioden van internationale spanning en van oorlog. De ervaringen van mei 1940 zijn in dat opzicht voor Vlaanderen niet gelukkig geweest en ik wens in dit verband te herinneren aan de omstandigheden waarin onder meer Joris Van Severen werd aangehouden en omgebracht.

Het tweede punt waarover ik nog even wil spreken betreft een onderwerp waarover de commissie vrij uitvoerig heeft gehandeld, namelijk de bouw van schuilkelders, meer bepaald van atoomschuilkelders. Hierover iets zeggen dat niet in het verslag is terug te vinden, kan ik niet. Ik wil enkel verwijzen naar de contacten die hierover hebben plaatsgehad tussen vroegere ministers van Binnenlandse Zaken en de stad Antwerpen sedert 1978.

Ik steun hierbij op een document dat Mevr. Schroyens, burgemeester van Antwerpen, ter zake heeft gezonden aan de Antwerpse parlementsleden in januari jongstleden. Uit dit document blijkt dat reeds op 10 mei 1978 de burgemeester van Antwerpen aan de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken een schrijven gericht heeft waarin hem werd medegedeeld dat de stad Antwerpen wel enkele schuilkelders bezit waar de bevolking haar toevlucht zou kunnen nemen in geval van een gewapend conflict met klassieke wapens, maar dat — aldus dit schrijven — van een doeltreffende bescherming tegen atoomstraling er in geen van de bestaande kelders sprake is. Aangezien in geval van oorlog de stad Antwerpen als havengebied en industrieel centrum ontegensprekelijk een doelwit zal vormen, vroeg de burgemeester aan de minister haar te willen inlichten over de intenties van zijn departement ter zake. Vooral werd aan de minister gesuggereerd te doen nagaan of het niet mogelijk was de aanleg van atoomschuilkelders te combineren met de premetrowerken.

In zijn antwoord van 3 april 1971 liet de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken weten dat een plan tot de uitbouw van metrostations tot *fall-out* schuilkelders verschillende jaren geleden werd opgesteld en wel bij de aanvang van de metrowerken te Brussel.

Dit plan had betrekking op de metrowerken in uitvoering of later uit te voeren in grote agglomeraties. Het ging echter niet door wegens de eraan verbonden hoge bouwkosten en het gebrek aan kredieten.

Op 11 januari jongstleden — ik citeer steeds het rondschriven van de burgemeester aan de Antwerpse parlementsleden — heeft het Antwerpse stadsbestuur andermaal aangedrongen bij de minister van Binnenlandse Zaken om het probleem van het gevaar tegen atoomstralingen opnieuw te onderzoeken en de mogelijkheid van de bouw van atoomschuilkelders te overwegen. De totale capaciteit van de gewone schuilkelders, waarvan hoger sprake, met inbegrip van de premetrostations, brengt het aantal schuilegelegenheden op ruim 16 000.

Hieraan dient te worden toegevoegd dat het ministerie van Binnenlandse Zaken werd verzocht de bestaande schuilkelders in de haven en in de stad opnieuw in orde te brengen en tevens hun onderhoud te verzekeren, zodat zij steeds bruikbaar en toegankelijk zijn. Een onderzoek heeft immers uitgewezen dat deze kelders inclusief hun inboedel in slechte staat verkeren.

De financiële middelen van de stad Antwerpen zijn vanzelfsprekend totaal ontoereikend om de bestaande kelders zo om te bouwen dat zij bescherming bieden tegen atoomstraling, laat staan om nieuwe atoomschuilkelders te bouwen. De financiële lasten voor de bouw van deze atoomschuilkelders moeten gedragen worden door het Rijk. Tot zover het document dat de Antwerpse burgemeester ons liet gewoeden.

Mijnheer de Minister, zou u in uw antwoord willen meedelen of u deze belangrijke zaak reeds in behandeling hebt genomen en, zo ja, in welke zin u meent tegemoet kunnen komen aan de voorstellen van het Antwerpse stadsbestuur. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Jean Gillet.

M. J. Gillet. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais m'efforcer d'être très bref, notre ordre du jour étant particulièrement chargé.

L'examen de votre budget, Monsieur le Ministre, ne peut laisser indifférent le bourgmestre que je suis. Mieux encore, je me dois de lancer un cri d'alarme au nom des communes telles que la mienne qui ne sont dispensées de la gestion d'aucun service.

La presse se fait souvent l'écho de la situation périlleuse de certaines de nos grandes villes, mais vous ne pouvez ignorer pour autant les difficultés rencontrées dans les communes de petite et moyenne importance. Ces difficultés, nous parvenons parfois à les surmonter où à les réduire, mais au prix de lourds sacrifices imposés à nos populations. N'oublions pas que, pour nous, ruraux, le déficit est un échec impardonnable.

En ce qui concerne la répartition du Fonds des communes, qui est notre vocation, vous recourez à certains critères, objectifs certes, mais à nos yeux incomplets.

Rien n'est aussi dissimilable que deux communes de même population.

Pour tenter d'atteindre à une plus grande justice distributive, je vous suggère d'être attentif aux éléments suivants:

Le principal est, à mon sens, la charge de l'enseignement primaire et maternel qui est assumée par l'Etat dans certaines communes tandis que d'autres la supportent complètement.

Dans la mienne, par exemple, les écoles primaires sont des bâtiments appartenant à la commune qui doit en assumer l'entretien, indépendamment des charges inhérentes à l'enseignement. Cela nous coûte plus de quatre millions par an. Si l'Etat devait assurer cet entretien, les dépenses seraient vraisemblablement plus élevées encore.

J'estime, dès lors, que ce critère devrait être pris en considération dans la répartition du Fonds des communes.

D'autres éléments mériteraient d'être retenus: l'importance de l'infrastructure collective, telle que bassin de natation, hall de sport, home pour personnes âgées, maison de soins, hôpitaux, etc.; la gestion d'un service d'incendie; l'étendue de la voirie communale et l'influence des intempéries, compte tenu de l'altitude moyenne de la commune.

Nos communes de l'est connaissent, en effet, des intempéries plus rigoureuses que d'autres régions du pays et je songe aux 300 kilomètres de voirie dont ma commune doit assurer l'entretien; elle compte, en effet, une superficie de 8 700 hectares pour 9 300 habitants. Il en est de même pour l'entretien d'un réseau d'eau important, en régie. Ce sont là des postes dont il conviendrait de tenir compte dans l'élaboration de votre budget, Monsieur le Ministre.

A retenir encore: l'importance du caractère résidentiel qui nécessite une infrastructure d'accueil et la dispense des mêmes services qu'à la population autochtone; l'âge moyen de la population dans les régions rurales; la charge des établissements subventionnés: CPAS et fabrique d'église; les frais de personnel qui augmentent en fonction de l'évolution de l'index et de la progression des barèmes, d'environ 8 p.c. en 1980 pour des recettes inchangées, voire diminuées; les frais accrus par l'occupation des chômeurs remis au travail et les chômeurs du cadre spécial temporaire; le coût de notre police locale, déterminé par l'étendue de notre territoire.

Cette énumération est loin d'être limitative et d'autres la compléteront certainement, mais je ne pourrais me retirer sans déplorer le fardeau que constitue pour nous le déficit des hôpitaux que nous sommes tenus de combler.

Je vous exhorte à rechercher dans le plus bref délai les moyens de nous épargner ce tribut qui nous enlève tous nos moyens d'action et qui nous mène à la ruine.

Cette ponction est opérée directement sur notre budget sans que nous ayons le droit de contrôle. N'est-ce pas aberrant?

Voilà, Monsieur le Ministre, les quelques objections que je tenais à faire. J'ose espérer que vous en tiendrez compte et, d'avance, je vous en remercie. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, ik stel er prijs op vooraf te zeggen dat ik deze uiteenzetting niet houdt als fractieleider van de Vlaamse socialisten maar als senator van het arrondissement Antwerpen en in het bijzonder van de Antwerpse agglomeratie.

Het is een feit dat Antwerpen in Kamer en Senaat en bij de publieke opinie niet altijd op een goed blaadje staat en sedert zaterdag is dat er allicht niet op verbeterd.

Ik betreur wat er zaterdag in het gastvrije Antwerpen is gebeurd en ik betreur nog meer dat — zo onze inlichtingen juist zijn — collega's van deze vergadering niet behoord hebben tot degenen die de gastvrijheid ten aanzien van het staatshoofd kunnen betuigen, maar blijk hebben gegeven van on gastvrijheid door mee tegen te betogen.

De heer Jorissen. — Zal een oud republikein ons het recht ontzeggen om te gaan betogen?

De heer Wyninckx. — Ik vind dit een betreurenswaardige toestand.

U zult al begrepen hebben, Mijnheer de Minister, dat ik met u wens te praten over de nakende fusie van Groot-Antwerpen. Verwacht van mij, Mijnheer Philippe Moureaux, geen philippica tegen deze fusie, integendeel. Ik ben weliswaar tijdens het fusiedebat reso-

luut als tegenstander van de fusies opgetreden, maar eenmaal dat de wet is aangenomen, is de fusie een onomkeerbaar feit geworden. Ik ben politiek gesproken voldoende realist om in mijn diepste binnenste ervan overtuigd te zijn dat de fusie van Groot-Antwerpen onvermijdelijk is, maar zij kan worden aangepast in de toepassingsvormen. Het is daarover dat het beter is een gesprek te voeren in het Parlement dan erbuiten. De regering zal ter zake een standpunt moeten innemen en initiatieven moeten nemen.

Ik wens ten aanzien van de collega's die de fusies enkele jaren geleden hebben ondergaan, zeer duidelijk te stellen dat de fusie van Groot-Antwerpen niet vergelijkbaar is met om het even welke fusie die tot nog toe heeft plaatsgehad, omwille van haar omvang. Antwerpen wordt op 1 januari 1983 met één slag de grootste stad van het land met een inwonersaantal dat veel groter is dan dat van welke andere stad ook in België. Dat is een zeer belangrijk gegeven.

De heer Boey, ondervoorzitter, vervangt de heer Leemans als voorzitter

Ook in het buitenland is het bewijs geleverd dat een megalopolis van 6 à 700 000 inwoners een zeer moeilijk bestuurbare eenheid is. De enige fusie waarmee die van Antwerpen vergelijkbaar zou zijn, is de fusie van Brussel, maar daarover hangen nog zoveel vraagtekens, Mijnheer de Minister, dat ook een Antwerpenaar nog eens mag spreken over de mogelijkheden om de fusie van Groot-Antwerpen op een andere wijze toe te passen dan waarop tot hiertoe de fusies zijn gebeurd in heel België.

De fusies van kleine landelijke gemeenten, zelfs een fusie zoals die van de agglomeratie Gent, thans de grootste stad van Vlaanderen, zijn niet te vergelijken met wat gaat gebeuren in de Antwerpse agglomeratie. In de eerste plaats is er het democratisch functioneren van de gemeentelijke instellingen van zulk een megalopolis.

Moet ik u de omvang van de entiteit nog eens schetsen en erop wijzen dat vandaag deze agglomeratie 294 raadsleden telt die op 1 januari 1983 zullen worden teruggebracht op 55? Antwerpen zal op dat ogenblik een bevolking hebben, vergelijkbaar met deze van sommige provincies in ons land. Vijfenvijftig raadsleden om een agglomeratie te beheren met meer dan 600 000 mensen! De representativiteit van deze mensen zal ongetwijfeld in betwisting kunnen worden gebracht.

Uit de ervaringen van grote agglomeraties die reeds functioneren — ik denk aan Brugge, Gent, Luik, Charleroi, Mons — blijkt luidens een tekst van de gemeentesecretaris van Ledeberg uitgesproken op een conferentie van gemeentesecretarissen te Hastière, op welke wijze in Gent het zeer beperkte aantal raadsleden na de fusie aan het werk wordt gehouden.

Het aantal raadsleden dat vandaag de agglomeratie Gent moet besturen is enorm klein in vergelijking met het vroegere aantal: en de vroegere gemeentesecretaris verklaarde: «Ainsi on assistera sous peu à un développement sensible des cadres du personnel dont les charges finiront par devenir budgétairement insoutenables.» En hetzelfde tijd zegt hij over de mandatarissen: «Des prestations très longues auxquelles n'osent ou ne peuvent s'astreindre les mandataires, tirailés qu'ils sont entre leurs obligations professionnelles et leur crainte de s'engager à temps plein dans leur rôle de mandataire.»

De hele democratische structuur van onze gemeenten wordt door deze operatie reeds in die minder vergaande fusies aangetast. Dit zal dus zeker in de agglomeratie Antwerpen met haar bevolking en haar oppervlakte het geval zijn. De afstand tussen burger en mandataris zal in Antwerpen groter zijn dan om het even waar op dit ogenblik in ons land, en het probleem bestaat dus kennelijk nu reeds in de agglomeraties die gefusioneerd werden.

Dit is een eerste element dat van belang kan zijn wanneer wij de fusie van Groot-Antwerpen op een degelijke wijze wensen voor te bereiden. Bovendien blijkt dat in de grotere gemeenten — en ik vraag hier naar de ervaring van de collega's senatoren die een gemeente besturen — de financiële gevolgen van de fusie niet altijd even voordelig zijn, dat de verwachte besparingen, de beperkingen van kaders, en een rationeler bestuur tot op vandaag niet altijd tot uiting zijn gekomen. Sommigen hopen dat dit in de toekomst nog kan veranderen, maar alleszins — en dit blijkt opnieuw uit de verklaringen die de voornoemde gemeentesecretaris, na drie jaar fusie heeft afgelegd — hebben de fusies op het stuk van financiële en administratieve werking niet altijd een doeltreffender aanwending van de middelen tot gevolg gehad. Wij vrezen dat dit in Antwerpen nog meer het geval zal zijn.

Ik heb reeds gewezen op de grote oppervlakte. Er is echter ook de specifieke functie van Antwerpen als nationale haven met een zeer grote regionale uitstraling. Bovendien zijn de Antwerpse randgemeen-

ten leefbare entiteiten waarvan sommige een inwonersaantal hebben dat groter is dan dit van verschillende gefusioneerde gemeenten in andere delen van het land.

Voor een aantal diensten hebben de randgemeenten met de stad Antwerpen reeds sinds lange jaren vormen van samenwerking. Maar er zijn specifieke functies die onmogelijk door een mastodont-agglomeratie op een humane wijze kunnen worden uitgeoefend, vooral op het gebied van de verhouding tussen het bestuur en de bestuursde. Ik wil ook wijzen op de financiële risico's die verbonden zijn aan het doodeenvoudig toepassen van de fusiewet. Ik wil dit zeer objectief benaderen.

Doordat de fusie-operatie in Antwerpen met zes jaar werd uitgesteld, stellen wij vast dat er zowel in de stad als in de omliggende gemeenten met het oog op de fusie een beleid werd gevoerd dat hypotheken dreigt te leggen op de nieuwe grote eenheid die tot stand zal komen.

Het is duidelijk dat een vorm van uitstel van executie, zoals de fusie-operatie in Antwerpen werd aangevoeld, onvermijdelijk meest leiden tot de uitbreiding van de kaders, tot het aanwenden van alle nog bestaande financiële middelen en bovendien tot het aangaan van leningen die dreigen de financiële catastrofe die Groot-Antwerpen zal worden, nog te versterken.

De belastingdruk voor de inwoners van deze agglomeratie zal derhalve eerder gevoelig stijgen dan afnemen. Wij betwijfelen zeer sterk of de feiten die zich vandaag in Antwerpen-stad en in de randgemeenten voordoen nog veel besparingen zullen mogelijk maken wanneer op 1 januari 1983 de nieuwe grootstad moet beginnen werken. Dat is in de eerste plaats waar voor de schuldenlast. Al de omliggende gemeenten, en terecht, uit een verklaarbare psychologische reactie ten opzichte van hun bevolking, trachten nu nog waar te maken wat zij vrezen dat na de fusie niet meer zal gebeuren of voor lange tijd zal worden uitgesteld.

Op het stuk van het personeelsbeleid stellen wij in de eerste plaats vast dat er in zeer veel gemeenten niet onaardige kaderuitbreidingen werden goedgekeurd en ondertussen van toepassing zijn geworden. Hetzelfde geldt trouwens voor de stad Antwerpen. Elke poging van de provinciale of de centrale overheid om aan deze tendens paal en perk te stellen, strandt op een vorm van op zijn minst passieve medewerking, omdat ook daar het element doorweegt van een vorm van lokaal patriotisme dat een aantal realisaties nog tracht tot stand te brengen en dit nog vóór de fusie zal geschieden.

Mijnheer de Minister, u zult dringend initiatieven moeten nemen om te proberen in de twee-en-een-half jaar die nog overblijven, naar oplossingen te zoeken. In feite resten er nog minder dan twee-en-een-half jaar, rekening houdende met het feit dat de politieke omstandigheden die het gevolg zullen zijn van deze fusie reeds invloed zullen hebben in de loop van 1981 en alleszins vanaf begin 1982. Niemand zal onteenzien dat een zinnig gesprek over deze fusie moeilijker zal worden naargelang de eerste dinsdag van oktober 1982 nadert. Dit moet u aansporen tot een realistische benadering van deze problematiek.

Met betrekking tot de financiële aspecten maak ik gebruik van een aantal merkwaardige gegevens die een schril licht werpen op de verhouding tussen de bestedingen van de stad Antwerpen en deze van haar randgemeenten. Wanneer wij de netto-uitgaven en inkomsten per inwoner vergelijken, komen wij tot zeer eigenaardige conclusies. Het aantal inwoners van de stad Antwerpen is gezakt tot onder de 200 000. Niet alleen in de stad Antwerpen, maar ook in vele randgemeenten is er een ontvolkingstendens. Toch zijn er een aantal belangrijke gemeenten bij betrokken. De kleinste gemeente van de nakende fusie, Ekeren, heeft reeds 30 000 inwoners. Een aanzienlijk aantal gemeenten in het land hebben heel wat minder inwoners.

De stad Antwerpen besteedt 10 210 frank per hoofd aan algemene administratie. De meeste toekomstige fusiegemeenten besteden hieraan tussen de 2 000 en de 3 000 frank per hoofd. Antwerpen besteedt 7 725 frank per hoofd aan de politie en de meeste randgemeenten tussen de 1 500 en de 2 000 frank. Hetzelfde geldt voor andere elementen, bijvoorbeeld onderwijs. Men kan zeggen: Antwerpen, stad der scholen. Er bestaan echter ook in de Antwerpse randgemeenten zeer verdienstelijke onderwijsnetten met een jarenlange traditie die zeker niet moeten onder doen voor de scholen van de stad Antwerpen. Antwerpen besteedt 5 000 frank per hoofd aan onderwijs, de meeste gemeenten echter minder dan 1 000 frank. Twee randgemeenten stijgen hier boven uit. De bedragen van deze twee gemeenten zijn echter niet te vergelijken met die van de stad Antwerpen: 1 600 frank in Deurne en 1 300 frank in Hoboken. Wij stellen hetzelfde vast voor de sectoren van volksontwikkeling en kunst, sociale voorzorg, algemeen welzijn, sociale hulp, bij de reinigingsdiensten en de diensten voor het ophalen van het huisvuil en bij de hygiënische diensten.

Wij zouden één voor één alle posten van de begroting kunnen ontleden en telkens zou de discrepantie blijken tussen de bestedingen van de stad Antwerpen en deze van haar randgemeenten. Het tekort op de begroting van de stad Antwerpen benadert 5 miljard. Sommige randgemeenten hebben te kampen met een relatief tekort, maar de meeste zijn hiervan nog steeds gespaard gebleven.

Zo komen wij tot de totale bruto-uitgaven per inwoner. In Antwerpen bedragen die 105 500 frank. In Hoboken, Deurne, Borgerhout, Berchem en Merkssem schommelen die bedragen tussen de 16 000 en de 18 000 frank en in Ekeren besteedt men 10 500 frank. Het totaal van de netto-uitgaven per dienstjaar en per inwoner bedraagt 63 000 frank in Antwerpen en tussen de 10 000 en de 12 000 frank in de randgemeenten. De cijfers voor al deze randgemeenten zijn vergelijkbaar en dat is toch een belangrijk gegeven. De meeste randgemeenten voerden in het verleden op een vrij sobere wijze hun bestuur. Het spreekt dus vanzelf dat zij met zeer veel kommer de fusie tegemoet zien.

Minheer de Minister, de schuldenlast — ik weet dat dit een betwistbaar gegeven is — van de stad Antwerpen bedraagt vandaag 36 300 frank per hoofd. Voor de meeste gemeenten schommelt dit bedrag rond de 2 000 frank. Nu zegt men dat de schuldenlast verhoudingsgewijze per hoofd zal verminderen na de fusie. Dat is natuurlijk waar maar het is toch een nogal sofistische redenering. In de meeste andere steden is trouwens na de fusies gebleken dat de schuldenlast met reuzesprongen vooruit wijpt.

De heer De Bondt. — Dat is ongetwijfeld juist, maar u mag niet uit het oog verliezen, Mijnheer Wyninckx, dat Antwerpen de enige stad in ons land is met een zo belangrijke haven.

De heer Wyninckx. — In mijn inleiding heb ik op het nationaal karakter van de haven gewezen, Mijnheer De Bondt. Dit punt zou trouwens deel moeten uitmaken van de ganse discussie.

De heer De Bondt. — Mocht u cijfermatig tewerk gaan, met eliminatie van de kosten voor de haven, dan zou de conclusie anders zijn, Mijnheer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Ik meen, Mijnheer De Bondt, dat zou blijken dat deze cijfers door de aanwezigheid van de haven slechts zeer betrekkelijk beïnvloed worden. Deze hoegrootheid vinden wij ook terug bij voorgaande fusie-operaties, in Luik, in Charleroi, in Gent en in Brugge bijvoorbeeld. Op dat stuk blijken de cijfers wat nadelig uit te vallen voor Antwerpen, omwille van de aanwezigheid van de haven, maar niet in een mate dat deze redenering zou worden ontkracht. Bovendien is volgens mij de haven een van de sleutelproblemen in de discussie omtrent de fusie. De haven is vanzelfsprekend in de eerste plaats belangrijk voor Antwerpen, maar ook voor Vlaanderen, voor België en voor Europa. Tijdens de besprekingen over de fusie moet dus aandacht worden besteed aan de specifieke lasten die voortvloeien uit de havenfunctie van Antwerpen.

Mijnheer de Minister, het zou ongepast zijn tijdens de bespreking van deze begroting ten gronde in te gaan op alle financiële gegevens. Antwerpen, waarvan het tekort weldra 5 miljard zal bedragen, steekt echter wel schril af tegen de randgemeenten. Dit is een zware hypothec voor de nakende fusie. En het is één van de elementen van de psychologische weerstand die in de randgemeenten meer en meer tot uiting komt. Tegenover een tekort van 4 miljard voor Antwerpen staat het tekort van drie andere gemeenten, Deurne, Borgerhout en Berchem respectievelijk 157, 103 en 48 miljoen. Het tekort per inwoner ligt vandaag in Antwerpen reeds ver boven de 20 000 frank terwijl dit in de gemeenten Deurne en Borgerhout toch maar 2 000 frank per inwoner bedraagt en in Berchem nauwelijks 1 000 frank.

Mijnheer de Minister, ik heb u deze gegevens meegedeeld om u duidelijk te maken voor welke situatie u zou staan, mocht u ingaan op mijn verzoek om een gesprek op gang te brengen over de wijze waarop de fusiewet zal moeten worden toegepast. Er zijn verscheidene alternatieven. Het eenvoudigste zou natuurlijk zijn de fusie ongedaan te maken. Ik ben echter begonnen met te zeggen dat ik politiek gezien voldoende realist ben om te weten dat het ongedaan maken van de fusiewet niet door Kamer en Senaat zou worden aangenomen. Het is meer dan onwaarschijnlijk dat de nationale parlementaire instellingen Antwerpen dit geschenk zouden aanbieden. Bovendien bestaan er alternatieven die het mogelijk maken de fusie tot stand te brengen op een draaglijke manier voor de inwoners van Groot-Antwerpen en waarmede bepaalde nefaste gevolgen, die ik summier heb opgesomd, kunnen worden vermeden.

Het zou bijvoorbeeld mogelijk zijn deze megalopolis op te delen in deelgemeenten, naar Nederlands voorbeeld, waarbij men in de centrale gemeente een aantal belangen zou behartigen en in de deelge-

meenten andere, die specifiek te maken hebben met die gemeenten. De collega's uit de andere delen van het land moeten toch aanvaarden dat het inwonersaantal van die deelgemeenten groot is: Deurne, 80 000, Hoboken en Wilrijk, en een aantal andere gemeenten met 30 à 40 000 inwoners of soms meer.

Er is een andere mogelijkheid, namelijk het toepassen van de nog steeds bestaande wet op de agglomeraties.

Misschien werd de toepassing van deze wet door de specifieke situatie in Brussel op een totaal negatieve wijze onthaald maar zitten er toch elementen in die wetgeving die morgen in Antwerpen perfect op een veel positiever wijze zouden kunnen worden toegepast dan in Brussel het geval was.

Een andere mogelijkheid die vandaag in Antwerpen herhaaldelijk wordt geciteerd is wat men in Frankrijk « la communauté urbaine » noemt. Antwerpenaren en inwoners van de randgemeenten met politieke en administratieve verantwoordelijkheid hebben bijvoorbeeld reeds herhaalde bezoeken aan Rijsel gebracht om na te gaan hoe de « communauté urbaine » daar functioneert. Ook daar zijn er misschien mogelijkheden. Ik wil hier niet in detail opsommen hoe die « communauté urbaine » functioneert.

Ik gaf reeds het voorbeeld van Nederland, en nu van Frankrijk, om erop te wijzen dat er in het buitenland misschien bestuursmethoden te vinden zijn die de fusie in Antwerpen voor de inwoners meer draaglijk en aanvaardbaar zou maken dan wanneer zij brutaal zou worden toegepast zoals in minder belangrijke steden van dit land of in rurale gebieden.

Misschien kan men ook terugvallen op het voorstel dat ik destijds heb ingediend, namelijk het oprichten van een grootstedelijke raad.

Sprekend namens de meeste Antwerpse mandatarissen mag ik wel zeggen dat het noodzakelijk wordt een echt gesprek op gang te brengen over deze fusieproblematiek. Dat initiatief zou best vandaag worden genomen, wat moeilijker zal gaan op het provinciale vlak dan op het nationale vlak.

Misschien bent u, Mijnheer de Minister, samen met de voogdijminister Galle in staat om dat gesprek op gang te brengen tussen alle betrokkenen, niet alleen degenen die vandaag Antwerpen of de randgemeenten besturen maar ook degenen die daar in de oppositie zitten. Dat wordt misschien een soort prefiguratie van de grootstedelijke raad die zich zou kunnen bezinnen over de wijze waarop deze fusie gedurende de nauwelijks twee jaar die ons nog overblijven op verantwoorde wijze kan worden aangepakt.

Ik weet dat er verschillende documenten circuleren. Er bestaat er zelfs één met als titel: « Ontwerp voor een meer passende formule voor agglomeratievorming in Antwerpen. »

Wanneer na de vakantie de nieuwe gemeentewet in de speciale commissie, die destijds door onze betreunde collega Leo Van Ackere, met enkele gemeentelijke mandatarissen uit deze Hoge Vergadering, werd ingediend in de Senaat zal worden behandeld, kan misschien een andere formule worden uitgedokterd voor grote agglomeraties. Ik denk met name aan een verhoging van het aantal schepenen en raadsleden. Dergelijke voorstellen kunnen worden overwogen voor agglomeraties zoals Antwerpen, maar ook voor Gent, Luik of Brugge en morgen allicht voor Brussel of gedeelten van Brussel.

Ik spreek mij hier niet uit over een formule voor Brussel, maar er zal ook daarvoor alleszins iets moeten gebeuren. Misschien is het mogelijk door het opvoeren van het aantal gemeenteraadsleden en schepenen, toch een nauwer contact tot stand te brengen met de gemeentenaren. De verhouding tussen de bestuurders en de bestuurden is volgens mij één van de zwaarste argumenten tegen een megalopolis. Men zou ook in Antwerpen kunnen denken aan andere fusie-indelingen, zoals die waar sommige Brusselaars blijkbaar aan denken. Ik weet niet of dit een geschikte formule zou zijn. Alleen vraag ik u een initiatief te nemen, Mijnheer de Minister, waardoor overleg tot stand komt met degenen die deze fusie zullen moeten ondergaan en die haar bovendien nadien zullen moeten waarmaken. Dit moet zo vlug mogelijk gebeuren, want hoe dichterbij de fatale datum van de eerste dinsdag van oktober 1982 en de nog fater datum van 1 januari 1983 naderbij komt, hoe meer dingen er zullen gebeuren die zware hypotheek dreigen te leggen op de fusie-operatie. Het is alleen om deze reden dat ik u uitnodig een initiatief ter zake te nemen. (Applaus op de banken van de meerderheid.)

M. le Président. — La parole est à M. Hanin.

M. Hanin. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs, je voudrais aborder la question de la réforme de la loi communale et de la tutelle des communes. Ces matières — bien entendu, je ne parle pas de l'organisation de la tutelle — restent de votre compétence, Monsieur le Ministre. J'aimerais obtenir sur cette

compétence une réponse précise de votre part, car les débats qui se sont déroulés en commission lors de la révision de l'article 108 de la Constitution, m'ont paru présenter quelques équivoques. J'aimerais que vous les dissipiez.

Je vous parlerai donc du statut des communes et de la tutelle. J'évoquerai également le problème des moyens financiers des communes. Je ne parlerai pas de la répartition du Fonds des communes entre elles, ce domaine n'étant plus de votre compétence mais de la compétence régionale. Cependant, il n'est pas sans intérêt de connaître les moyens financiers mis globalement à la disposition des communes au niveau national et dans les trois régions. Comme tous ceux qui assument des responsabilités communales, je pourrais entamer un couplet sur les insuffisances évidentes de ces moyens. Je dirai simplement ceci: je comprends que dans la situation exceptionnellement difficile où nous nous trouvons, tout le monde doit consentir des sacrifices et que leur répartition équitable s'avère parfois difficile. Je veux bien accepter, pour cette année et dans ces moments délicats que nous vivons, les sacrifices qui nous sont demandés. Mais si l'on envisage une échéance plus lointaine, on ne peut admettre que la situation actuelle se maintienne. On constate, en effet, une dégradation de la situation financière et du Fonds des communes par rapport aux prévisions de la loi.

La création du Fonds des communes n'a pas été réalisée de façon unilatérale et au seul bénéfice des communes, mais en supprimant un pouvoir de taxation dans le chef des communes. Il était entendu que ce fonds connaîtrait une certaine croissance dont l'importance était déterminée. On ne peut admettre — certes, le Parlement a accepté la chose par l'intermédiaire de lois-programmes ou des lois budgétaires que nous connaissons bien depuis quelques années — que, de façon permanente, la proportion entre les dépenses au niveau de l'Etat, d'une part, et celles au niveau des communes, d'autre part, continue à empirer. C'est d'autant moins admissible que l'Etat a imposé aux communes des charges nouvelles qu'elles doivent supporter sans contrepartie.

M. Paque a évoqué toutes les tâches administratives que doivent remplir les polices communales et qui répondent en partie à des demandes de l'Etat. Par l'intermédiaire de la loi sur le minimum garanti et des CPAS, des charges nouvelles importantes sont, à l'heure actuelle, attribuées aux communes sans qu'elles puissent les contrôler. C'est un mauvais système, que nous avons eu le tort d'accepter, de mettre à charge de pouvoirs publics des dépenses sur lesquelles ils n'ont aucune possibilité de contrôle et de vérification.

En fonction de la dégradation qui se poursuit et des charges nouvelles incombant aux communes, il est indispensable, à moyenne échéance, que la somme globale allouée au Fonds des communes soit relevée. Cette adaptation devrait aller de pair avec une véritable autonomie et une véritable responsabilité des communes.

Un projet de réforme de la loi communale dans son ensemble est à l'étude en sous-commission de l'Intérieur. En ce qui me concerne, j'ai déposé une proposition de loi sur la réforme de la tutelle, qui devrait être jointe à ce projet de loi dont je viens de parler car il est indispensable de modifier le système actuel qui s'est révélé tatillon et inefficace.

Tatillon, d'abord.

Aujourd'hui, le pouvoir supérieur a la possibilité de modifier, de substituer sa volonté à celle des communes. Une série de mesures d'importance mineure sont soumises à la tutelle. Cette situation entraîne une lenteur insupportable dans les réalisations communales, ce que regrettent les responsables communaux.

Je disais que le système de tutelle s'était également révélé inefficace. Je constate que pendant mon intervention, M. Busieau est en train de vous entretenir, Monsieur le Ministre, probablement aussi des responsabilités communales. J'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours qu'il a prononcé l'autre jour à cette tribune.

M. Busieau. — C'est gentil, Monsieur Hanin. Surtout à propos de l'Evangile, je suppose?

M. Hanin. — En effet, car vous m'avez donné des craintes quant à mon salut final.

M. Busieau. — Je m'efforce surtout d'assurer le mien!

M. Hanin. — Quand je vous ai entendu parler du déficit de votre commune, je me suis demandé si je pourrais passer par le chas de l'aiguille, car ma commune n'enregistre pas de déficit. Je ne sais plus qui m'a expliqué l'autre jour qu'en matière de déficit, il n'y a que le premier million qui compte mais enfin, je n'y suis pas encore arrivé.

Les comptes de ma commune sont en boni mais en ma qualité d'administrateur communal j'éprouve quand même des craintes que

vous ne devez pas partager, Monsieur Busieau. Vous êtes assuré de votre salut. En ce qui me concerne, ce n'est pas le cas.

Quoi qu'il en soit, il conviendrait que la tutelle soit vraiment efficace, c'est-à-dire qu'elle donne de véritables responsabilités aux communes.

Vous intervenez, Monsieur le Ministre, dans cette réforme de la loi communale et vous aurez à la faire à propos de la tutelle qui devrait, à mon sens, se limiter à trois interventions. Contrôle de la légalité des décisions prises au niveau communal; c'est absolument légitime. Contrôle du statut des fonctionnaires et du cadre. En effet, certaines surenchères ont permis à des communes d'accorder un statut particulièrement avantageux à leur personnel. Le cadre doit également être déterminé. Il est bien certain que lorsqu'un cadre est déterminé, on le remplit. Il est impossible de résister à la tentation et aux pressions qui tendent à remplir le cadre et il n'est plus question de réduire celui-ci.

M. Busieau. — Monsieur Hanin, le cadre est tout de même soumis à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

M. Hanin. — Oui, et je suis d'accord qu'il continue à l'être.

Lorsqu'on aura contrôlé la légalité des décisions, le statut du personnel et la composition du cadre, il faudra vérifier la situation financière des communes et les rendre responsables de leur gestion. Après ces contrôles, de grâce, qu'on ne continue pas à assumer une prétendue tutelle des actes des communes, bien entendu si ces actes ne dépassent pas les limites du budget qu'elles ont voté et approuvé. En agissant ainsi, on sera efficace. A l'heure actuelle, on ne l'est pas.

Je ne parlerai pas de la commune de M. Busieau parce qu'il a recueilli une succession dont il n'est pas responsable et nous savons qu'en matière communale il n'est pas question d'accepter des successions sous bénéfice d'inventaire. Mais une série de communes dépensent des sommes considérables et arrivent ainsi à un déficit de centaines de millions; malgré cette situation leur budget continue à être approuvé. Encore une fois, je ne prétends pas que ce déficit soit essentiellement et absolument dû à une mauvaise gestion.

M. Paque. — Ce n'est pas la faute du ministre de l'Intérieur.

M. Hanin. — Je sais bien, Monsieur Paque, que le ministre de l'Intérieur n'est pas responsable de la répartition du Fonds des communes, mais je dis qu'il faut instaurer un système de tutelle qui assure la bonne gestion des communes. S'il ne faut pas nécessairement imputer toute la faute du déficit aux communes, il faut cependant reconnaître que certaines de ces communes se permettent des dépenses très importantes, alors qu'elles sont en déficit.

M. Busieau. — C'est exact.

M. Hanin. — Ces dépenses sont parfois de pur prestige. Je prétends qu'il existe une injustice profonde dans le fait que des communes puissent continuer à engager des dépenses de prestige considérables qui sont tout de même couvertes; ces dépenses absorbent une part importante du Fonds des communes.

Je le répète, je ne souhaite pas intervenir dans une discussion qui ne vous concerne pas directement, Monsieur le Ministre. Je souhaite simplement qu'on établisse des critères de répartition qui tiendraient compte des charges réelles des communes, notamment des charges supplémentaires supportées par les grandes villes. Lorsque ces critères auront été déterminés avec précision, les communes devront être responsables et veiller à l'équilibre de leur budget. Qu'on renonce à l'exercice d'une tutelle qui, à l'expérience, s'est révélée à la fois tatillonne et inefficace.

C'est pourquoi il est très important que, dans le cadre de la réforme de la loi communale, la tutelle communale soit revue dans le sens des principes que je viens de rappeler.

Je suis persuadé qu'au sein de la sous-commission de l'Intérieur la collaboration des membres de la commission et du ministre permettra d'arriver rapidement à ce résultat. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan Mevr. De Pauw.

Mevr. De Pauw-Deveen. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, waarde collega's, het departement van Binnenlandse Zaken is bevoegd voor het beheer van de gewetensbezwaarden. Daarom worden in de begroting van het departement in artikel 12.37 ingeschreven: «allerhande uitgaven in verband met het ten laste nemen door het ministerie van Binnenlandse Zaken van de gewetensbezwaarden die werden ingedeeld bij de permanente eenheden van de Civiele Bescherming of aangewezen voor publiekrechtelijke of

privaatrechtelijke organismen, waarvan onder meer: de soldij, de huisvesting, de voeding, het vervoer, de uitrusting, de vorming, de geneeskundige verzorging, de kosten van vrijetijdsbesteding en de sociale voordelen». Hiervoor wordt een bedrag van 165 miljoen frank in 1980 uitgetrokken.

U kent, Mijnheer de Minister, de moeilijke financiële levensomstandigheden waarin de jongeren die een burgerdienst verrichten, verkeren. Een bewijs hiervan is het aantal gewetensbezwaarden die een financiële steun genieten van de sociale dienst: hun aantal is gestegen van 25 in 1974 tot 402 gewetensbezwaarden in 1979. Het feit dat zoveel gewetensbezwaarden een financiële steun moeten bedelen en als sociaal steungerechtigd door de sociale dienst van uw departement erkend worden, getuigt voldoende dat hun inkomen ontoereikend is. Wanneer de verschillende vergoedingen die ze thans ontvangen bijeengeteld worden, komen we tot een maandelijks inkomen dat schommelt tussen 7 250 frank tijdens de eerste zes dienstmaanden en 8 000 frank voor de overige periode van de dienst. Hiermee moet de gewetensbezwaarde rondkomen om zijn huisvesting, zijn voeding, zijn kleding, zijn vrijetijdsbesteding en zijn algemene levenskosten te dekken. Dit is duidelijk ontoereikend. Deze precaire toestand moet de gewetensbezwaarde ondergaan gedurende een veel langere diensttijd dan de dienstplichtige-militairen: van 15 tot 20 maanden burgerdienst ten opzichte van 10 maanden legerdienst in België of 8 maanden legerdienst in Duitsland. Daarenboven worden geregeld belangrijke veranderingen vastgesteld in de maandelijks uitbetaling van de vergoedingen van gewetensbezwaarden.

De gewetensbezwaarden ontvangen sedert mei 1980 een voedselvergoeding van 133 frank per dag. Deze vergoeding bedroeg 80 frank in 1967. Wanneer men die aanpast aan de stijging van het indexcijfer van de consumptieprijzen zou dit een bedrag van zowat 176 frank geven in plaats van 133 frank. Logischerwijze zou die som helemaal moeten worden aangepast.

De toelage van 1 000 frank voor onder meer de huisvesting (koninklijk besluit van 12 mei 1978) zou ook moeten kunnen worden verhoogd en worden gekoppeld aan de indexschommelingen.

Verder stel ik vast dat de gewetensbezwaarden nog steeds geen korting van 50 pct. op de spoorwegen genieten zoals dit van kracht is voor de dienstplichtige-militairen, hoewel de vorige minister van Binnenlandse Zaken beloofd had hiervoor een oplossing te willen vinden. Nochtans had de minister van Binnenlandse Zaken dergelijke gewettigde uitgaven kunnen realiseren, daar, van de 135 miljoen frank ingeschreven op de begroting 1979, er 22 miljoen frank ongebruikt werden. Dat zoiets mogelijk is, vind ik onaanvaardbaar.

Daarenboven weet men dat de zo lang gevraagde systematische opleiding van alle gewetensbezwaarden in 1979 nog geen doorgang kon vinden, omdat er gezegd werd geld meer beschikbaar was. De werkelijkheid van de cijfers ziet er wel anders uit.

Daarom wens ik dat een systematische opleidingscyclus voor alle gewetensbezwaarden zo vlug mogelijk dit jaar van start gaat, in samenwerking met de door de ministeries van Nederlandse en Franse Cultuur erkende bevoegde instellingen. Ondanks het feit dat de kosten voor vorming ingeschreven worden in artikel 12.37 van de begroting, betreur ik dat men ze niet terugvindt in de economische klassificatie, die weliswaar enkel indicatief is.

Mijnheer de Minister, ik zou graag van u vernemen hoeveel miljoenen u in 1980 voor de vorming uittrekt en welke initiatieven u ter zake zal nemen.

Wat de dotatie voor Brussel betreft, werden reeds opmerkingen gemaakt door andere leden van de Senaat.

Mevr. D'Hondt-Van Opdenbosch vestigde de aandacht erop dat de solidariteit ten aanzien van Brussel grotendeels uit Vlaanderen kwam. Als Brusselaar, die zeer bekommerd ben om de financiële situatie van de Brusselse gemeenten, ben ik daar zeer dankbaar voor. Ik hoop dat die solidariteit uit Vlaanderen echter ook de Vlaamse Brusselaars zal gelden. Ik vraag dan ook de steun van de Vlaamse gemeenschap bij het eisen van waarborgen. Een van die waarborgen is de strikte toepassing van de taalwetten. Waarom die niet koppelen aan het verlenen van de supplementaire bedragen, die onze hoofdstad broodnodig heeft?

Indien ik dus, aangaande de strikte toepassing van de taalwetten, vanwege de minister geen antwoord krijg dat mij voldoet, zal ik mij bij de stemming onthouden. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pede.

De heer Pede. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, bij de behandeling van deze begroting zal ik mij tot twee punten beperken, namelijk de gemeentelijke financiën waarover

reeds vele collega's hebben gesproken en het probleem van de grenscorrecties.

Wat de gemeentelijke financiën betreft, zal ik 'pogen niet in herhaling te vallen, maar het moet worden gezegd dat de dotatie van het Fonds der gemeenten aanzienlijk minder bedraagt dan wat het had moeten zijn indien men de wet had toegepast. Sinds jaren bestaan over die dotatie spanningen tussen de centrale overheid en de lokale besturen en dat is hier ook geregeld ter sprake gekomen.

Vroeger was die dotatie gekoppeld aan de inkomsten uit bepaalde directe belastingen. In 1967 bedroeg het percentage 16,139. Waarschijnlijk omdat deze berekening te gunstig was voor de lokale besturen, heeft men dit percentage teruggebracht op 7,65 pct. echter berekend op het totaal van de directe belastingen.

In de jaren 1978 en 1979 en ook nu in 1980 is, ingevolge de programmawetten en de noodzakelijke besparingen, de dotatie veel kleiner dan wat ze had moeten zijn. Volgens het antwoord van de vorige minister van Binnenlandse Zaken op een parlementaire vraag die ik had gesteld, bedraagt deze dotatie thans ongeveer 12 miljard minder dan wat ze zou geweest zijn op de vroegere basis.

Nu moet op uw begroting nog een bijkomende vermindering van 2,2 pct. worden toegepast. Ik vrees dat deze vermindering ook haar weerslag zal hebben op het Fonds van de gemeenten en op het Fonds van de provincies. Als men moet saneren, moeten deze 2,2 pct. wel ergens worden gevonden, maar een bijkomende vermindering van de dotatie van het fonds komt zeer ongelegen voor de lokale besturen, omdat ze op het ogenblik zeer zware uitgaven hebben, in de eerste plaats ingevolge de fusies van de gemeenten, die toch een belangrijke verhoging van de uitgaven met zich hebben gebracht. Ik denk bijvoorbeeld aan de administratieve en de gewone infrastructuur die daarvoor noodzakelijk was, en ook aan het feit dat kleinere gemeenten die met grotere gemeenten werden gefusioneerd, op het vlak van de diensten tot op hetzelfde niveau dienden te worden opgetrokken. De lokale besturen hebben daarvoor nergens een compensatie gevonden. Er was wel een Fonds van de gefusioneerde gemeenten beloofd. Helaas, dit fonds heeft alleen gediend voor de fusies die plaatshadden vóór 1 januari 1976.

De gemeentebesturen moeten ook instaan voor de tekorten die voortvloeien uit de werking van de OCMW en voor sommige gemeenten zijn die zeer groot.

Ik wil daar niet langer bij stilstaan, want vorig jaar heb ik de Eerste minister daarvoor nog geïnterpelleerd.

Nog erger voor de gemeenten zijn de uitspraken van de beroepskamers. Indien de particulieren die een tegemoetkoming vragen van het OCMW geen voldoening krijgen wenden zij zich tot de beroepskamers. Wij hebben voorbeelden van uitspraken van beroepskamers, die stilaan als rechtsspraak gelden, waarvan men zich kan afvragen wat er met de gemeentefinanciën zal gebeuren. In ongelooflijke gevallen worden tussenkomsten uitgesproken en aangezien de gemeenten de tekorten van de OCMW moeten dekken, wordt dit echt dramatisch.

Het decreet van 1809 op de kerkfabrieken heeft vandaag, meer dan jaren geleden, zware gevolgen voor de gemeentelijke financiën. U weet dat er een overeenkomst werd getroffen tussen de vertegenwoordigers van de erediensten en de Staat op het ogenblik dat de kerken werden genationaliseerd. Eén van de gevolgen daarvan is dat we verplicht zijn de tekorten in de begroting van de kerkfabrieken aan te zuiveren. Sinds de fusies van gemeenten zijn de onderhoudskosten voor die gebouwen, met hun toren, ramen enzovoorts, enorm gestegen omdat men daarvoor een beroep moet doen op specialisten. Dit komt zwaar aan voor de gemeentebesturen.

Dan zijn er nog de gevolgen van de tegemoetkoming in de tekorten van de ziekenhuizen van de OCMW die reeds jaren een grote meeruitgave voor de gemeenten meebrengen.

Ik denk ook aan de koppeling van wedden en lonen van het personeel aan het indexcijfer. Het is gerechtvaardigd, maar dat neemt niet weg dat het aan de lokale besturen veel geld kost. De kosten voor het geheel van de werken en diensten zijn ook enorm gestegen. De beslissingen die op het nationaal vlak werden genomen, zoals de verhoging van de posttarieven, het inventariseren van bouwgronden, hebben meeruitgaven tot gevolg. Het zijn kleinigheden, maar wanneer men ze samenvoegt gaat het om een belangrijke uitgave.

Mijnheer de Minister, ingevolge de programmawet dient u het bedrag van uw begroting te verminderen. Ik meen dat uw taak niet ophoudt bij de vermindering van uw begroting. Voor uw departement heeft die vermindering voor het grootste deel betrekking op het Gemeentefonds. U zou evenwel moeten trachten de gevolgen van die vermindering te ondervangen voor de verschillende niveaus. Ik heb u

een hele reeks van bijzondere uitgaven vermeld die de jongste jaren uitzonderlijk gestegen zijn. Uw departement zou in die sectoren moeten zoeken naar oplossingen opdat de lokale besturen die minder zullen ontvangen, ook hun uitgaven zouden beperkt zien. Dit beleid zou het de gemeente mogelijk maken ook op haar niveau haar politiek verder te voeren.

Ik wil u ook over een tweede punt spreken dat mij nogal teleurstelt, namelijk de grenscorrecties. Die grenscorrecties zijn een gevolg van de fusies en moesten vóór 1 juli 1977 worden voorgesteld, maar nadien heeft men de termijn verlengd tot 31 december 1977. Ik heb in het verslag gelezen dat 1.271 aanvragen zijn ingediend voor het gehele land, waarvan ruim 700 voor het Vlaamse gewest en 500 voor het Waalse gewest. Op het gebied van die grenscorrecties staat men op het ogenblik nergens. Zij zouden moeten worden toegepast ten minste één jaar vóór de aanstaande gemeenteraadsverkiezingen, dus één jaar vóór oktober 1982. Volgens mij zou een onderscheid moeten worden gemaakt tussen twee reeksen grenscorrecties. Enerzijds, zijn er de grenscorrecties waarover de gemeenteraden een eensluidend advies hebben uitgebracht en, anderzijds, zijn er de grenscorrecties waarover betwisting bestaat. Is het niet mogelijk de grenscorrecties waarover een akkoord bestaat zo vlug mogelijk in rechte uit te voeren? Ik weet dat u luidens de wet van 1971, aangevuld door de wet van 1979, nogmaals het advies moet vragen van de betrokken gemeenteraden en van de bestendige deputaties.

Wat onze gemeente betreft, hebben wij reeds tweemaal een advies uitgebracht en de bestendige deputatie heeft ook haar advies gegeven. Naar het schijnt moet er nu nogmaals een advies worden verstrekt.

Mijnheer de Minister, ik durf erop aandringen dat u spoed zou zetten achter deze zaak opdat wij zo vlug mogelijk zouden weten waaraan wij ons inzake grenscorrecties hebben te houden. Dat zijn nog gevolgen van de fusies die al drie jaar tot stand zijn gekomen.

Ik zou u dankbaar zijn, Mijnheer de Minister, mocht u mij op deze twee vragen een antwoord geven. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Désir.

M. Désir. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, je ne sais pas si l'un de mes collègues l'a déjà fait avant moi dans ce débat, mais je voudrais vous rappeler textuellement le récent communiqué qui a été publié par l'Union des Villes et des Communes belges: «L'Etat conduit les communes au gouffre. Près de 300 représentants de communes se sont réunis, le 21 mai dernier, au Heysel à Bruxelles en assemblées générales nationale, bruxelloise, flamande et wallonne. L'unanimité s'y est faite sur le texte de la motion suivante: «A l'unanimité, ces assemblées: s'élèvent, avec vigueur, contre les prélèvements successifs par l'Etat sur le Fonds des Communes qui se montent, de 1973 à 1980, à près de 67 milliards; réclament l'établissement, dans les plus brefs délais, d'un nouveau statut financier des communes basé sur les principes suivants: dotation suffisante; stabilité assurée, augmentation annuelle normale, participation des communes à la gestion du Fonds; exigent dans l'immédiat: la mise à charge de l'Etat à 100 p.c. du minime, la prise à charge par l'Etat, à concurrence de 50 p.c., du déficit des hôpitaux, le doublement des dotations des Fonds spéciaux d'aide sociale dont l'alimentation à concurrence de 50 p.c. est mise à charge de l'Etat ou des communautés; envisagent, si satisfaction ne leur est pas donnée, de recommander aux communes de refuser d'exécuter encore certaines tâches qui leur sont imposées par l'Etat.»

Voilà donc les assemblées nationale, bruxelloise, wallonne et flamande qui réunissaient des hommes en colère, je les ai vus. Le sort fait aux communes sur le plan financier leur paraît intolérable.

Certaines communes, dont certaines grandes communes comme Bruxelles-Ville, sont encore dans l'aisance, mais les communes des agglomérations, les communes-centres, les villes à vocation régionale et de plus en plus de communes moyennes, à quelque exceptions près — on l'a souligné tout à l'heure — sont, du fait de l'Etat, acculées à une situation sans issue.

Certes, tout le monde est d'accord sur le fait qu'il est indispensable, dans les circonstances actuelles, sur les plans national et international, de mener une politique dite, non pas d'austérité, mais de sobriété, c'est-à-dire de faire partout où c'est possible un maximum d'économies.

Mais la marge de manœuvre des communes en matière d'économies est limitée. Leurs dépenses croissent inéluctablement, essentiellement du fait même des décisions prises par l'Etat.

Celui-ci dit aux communes: faites des économies. Mais il leur dit en même temps: vous devez payer les déficits croissants des CPAS, dus à la loi sur le minimum garanti et à la loi de juillet 1976; vous devez payer les déficits des hôpitaux dus largement à la politique —

ou à l'absence de politique — de l'Etat; vous devez jouer votre rôle social; vous devez prendre vos responsabilités culturelles; vous devez répondre à nos enquêtes; vous devez participer au recensement; vous devez mener une politique de l'environnement; vous devez faire de la rénovation urbaine et rurale; vous devez mettre des stagiaires, des chômeurs au travail; vous devez diminuer le nombre d'heures de travail et procéder à une embauche compensatoire. Mais, en même temps, l'Etat ampute le Fonds des communes et il impose des limitations de prix aux services économiques des communes.

Enfin, en même temps, il dit aux communes: vous devez augmenter vos impôts! Tout cela est parfaitement contradictoire et incohérent. C'est ce qu'ont dit les communes, lors des assemblées générales du 21 mai. Pour la première fois dans son histoire, l'Union des Villes — cette respectable association — se fâche. Pour la première fois, ses dirigeants parlent même de promouvoir des mesures de rétorsion, de refuser d'exécuter certaines tâches pour compte de l'Etat! Voilà ce qui s'est passé le 21 mai.

Cette réaction, qui témoigne de l'écœurement, voire de la colère, des municipalistes pour l'ensemble de la Belgique, demande quelques précisions.

En ce qui concerne les divers prélèvements qui ont été effectués par l'Etat sur le Fonds des communes, leur total s'élève bien à 67 milliards en cinq ans et, compte tenu du budget qui nous est proposé, il s'agira de prélever un milliard et demi de plus durant l'année 1980.

Or, les services économiques des communes voient leurs recettes plafonnées ou parfois mises en déficit, du seul fait de la politique générale du gouvernement en matière de prix.

Parallèlement, nous assistons à un phénomène répété de non-paiement par l'Etat ou de retards considérables des montants dus ou perçus par celui-ci, qu'il s'agisse d'impôts sur les personnes physiques, du Fonds spécial d'aide sociale, ou de l'intervention de l'Inami. Pour les impôts, pour la seule année 1980, ces retards coûteront aux communes plus d'un milliard et demi de francs.

En ce qui concerne la fiscalité communale, on peut considérer que les plafonds permmissibles ont été atteints, puisque, en moins de trois ans, les communes percevant plus de 1 600 centimes additionnels au précompte immobilier ont doublé. En contrepartie, nous assistons à une augmentation irréversible de toute une série de dépenses communales. Alors que le minimex coûtait 200 millions en 1975, il atteindra, selon les estimations de l'Union des Villes, deux milliards en 1980. Les dépenses générales des CPAS ont été triplées en trois ans. Le déficit des hôpitaux est passé d'un milliard et demi à trois milliards en 1977 et le montant du déficit augmentera encore sensiblement en 1980.

Un mot encore des intérêts débiteurs évalués à 200 millions en 1979. Ils atteindront 600 millions au moins en 1980.

L'augmentation de l'index, consécutivement aux récentes décisions que le gouvernement a prises, notamment en ce qui concerne la surtaxe sur la vente de l'essence — avec toutes les conséquences inévitables qui en découlent — dépassera à coup sûr les 6 p.c. prévus, et la provision du ministère de l'Intérieur s'avérera insuffisante.

Soulignons, en outre, que les communes ne disposent pas de crédits spécifiques pour engager une lutte efficace et rationnelle contre le chômage par l'engagement partiel ou complet de chômeurs mis au travail, de stagiaires.

Le cadre spécial temporaire est soi-disant payé par l'Etat, mais il n'empêche que la commune, pour pouvoir engager ces chômeurs, doit disposer de locaux, d'équipements et de matériel; de plus, depuis tout un temps, on nous refuse un élargissement de cadres qui, dans certains secteurs, est pourtant justifié.

Sur base des budgets en notre possession, les déficits communaux, qui étaient de treize milliards et demi en 1977, avoisineront les 27 milliards en 1980. L'Union des Villes et Communes nous a fait parvenir un programme raisonnable, équitable et modéré, visant à l'établissement d'un nouveau statut financier des communes, sur la base de toute une série de principes démocratiques. L'Union des Villes et Communes revendique des dotations suffisantes sur base de la loi de mars 1964.

Je sais qu'il est difficile de revenir et de reprendre exactement le texte d'une loi qui a été modifiée, mais nous pourrions, à défaut, calculer objectivement les besoins réels des communes.

Le Fonds des communes ne peut constamment changer au gré des gouvernements. Il doit devenir une dette de l'Etat aux communes et ne peut être assimilable à une dépense courante. Il ne faut pas oublier, en effet, que le Fonds des communes remplace les impôts

locaux qui ont été détournés au profit de l'Etat. Les communes réclament une participation à la gestion du Fonds.

Par ailleurs, l'Etat porte une part de responsabilité énorme dans la situation des finances communales, en imposant une comptabilité budgétaire désuète qu'il ne s'applique pas à lui-même, en retardant les paiements des recettes fiscales dues aux communes, et en communiquant des chiffres sous-évalués de recettes probables pour chaque exercice. Les retards de paiements de l'Etat concernent d'ailleurs aussi le versement des subventions consenties pour différents investissements ou pour payer les traitements des écoles communales et des crèches. Si l'Etat modifiait sa politique négative à l'égard des communes, globalement le déficit pourrait être considérablement réduit. Or, l'Etat est déjà responsable d'avoir mis fin au système des critères objectifs pour la répartition du Fonds des communes.

En ce qui concerne la région bruxelloise, l'asphyxie financière est, de l'avis de l'assemblée régionale de l'Union des Villes, particulièrement alarmante et injuste. En ramenant de 20 p.c. à 8,5 p.c. la part de Bruxelles — je parle de l'agglomération — dans le Fonds des communes, et malgré une dotation spéciale donnée à la seule ville de Bruxelles, on a privé les dix-huit autres communes de ressources qui s'établissent à 2,5 milliards par an. Si vous le voulez bien, je vais détailler ces chiffres.

Tous les ans, l'Etat signale aux communes le montant des impôts enrôlés pour leur compte et le montant des sommes qu'il a versées en apurement de ses droits constatés.

Pour les dix-neuf communes de la région bruxelloise, les retards de paiement de l'Etat atteignent 2 365 876 888 francs, fin 1979. Il est donc évident que les communes bruxelloises ont une créance potentielle sur l'Etat d'environ 2,4 milliards. Certes, une partie des droits constatés ne sera pas suivie de paiement, soit que le contribuable obtienne une rectification, soit qu'il soit insolvable, mais on serait surpris que ces deux hypothèses représentent plus de 20 à 25 p.c. du montant restant dû, mentionné ci-dessus. On peut donc conclure que les communes de la région de Bruxelles ont une créance fiscale d'à peu près 2 milliards sur l'Etat.

La comptabilité de l'Etat a été modifiée en 1973 pour répondre aux normes plus scientifiques d'ailleurs généralement pratiquées en Europe. On a notamment distingué les dépenses courantes, d'une part, des dépenses de capital, d'autre part, et l'on a exclu des dépenses courantes le remboursement de la dette publique, car le remboursement d'une dette ne constitue pas une dépense à fonds perdu, c'est même une économie, la constitution en quelque sorte d'une épargne *a posteriori*. Cependant, l'Etat qui s'est ainsi assuré une présentation plus avantageuse de ses budgets continue à imposer aux communes d'inscrire en dépenses ordinaires le rempoursement de leurs dettes communales.

Si le budget des communes était aligné sur celui de l'Etat, la région de Bruxelles aurait un déficit global inférieur d'environ un milliard 200 millions.

Les déficits d'exercice sont calculés par rapport à des prévisions de recettes fournies par le ministère des Finances et des prévisions de dépenses calculées par la commune.

Les chiffres donnés par le ministère des Finances en ce qui concerne les prévisions de recettes sont très souvent inférieurs aux droits constatés au cours de l'année précédente. Il arrive même parfois qu'il soient inférieurs aux montants versés l'année précédente.

Il serait donc logique que les prévisions soient calculées sur les droits constatés et non encore versés. Cette méthode obligerait le ministère des Finances à ne pas retarder encore soit l'encaissement des impôts, soit l'imputation des montants encaissés aux versements dus aux communes.

Même si l'on corrige cette obligation par la fixation d'un encours correspondant au déroulement des opérations administratives et que l'étalement chronologique de cet encours ne puisse pas dépasser un trimestre, on arrive à une sous-évaluation importante des recettes de l'exercice 1980.

Il faut donc ajouter au déficit, artificiellement gonflé des exercices 1979 et antérieurs, le montant de la sous-évaluation des recettes communales en 1980 qui, pour l'ensemble de la région de Bruxelles, pourrait représenter aussi environ un milliard.

Les retards de versement des subventions sont considérables.

On sait que les communes doivent faire l'avance des premières tranches des investissements subventionnés par l'Etat et puis supporter les frais d'escompte des subventions qui tardent à venir.

Nous ne disposons pas des données faisant le relevé de toutes les subventions d'Etat. D'une première approche, nous croyons pouvoir conclure qu'il y a au moins, pour la région de Bruxelles, un milliard de subventions à l'investissement en retard de versement de un ou deux ans, ce qui se répercute évidemment sur le budget des communes qui semblent supporter des charges financières supplémentaires, qui s'établissent au moins à 150 millions par an.

Les retards de paiement des subventions-traitements pour le personnel des écoles et des crèches atteignent parfois des montants très élevés. Certains s'étalent sur plusieurs années. Des premiers sondages effectués, il semble que ces retards de paiement évolueraient entre 700 millions et un milliard, imposant aux communes des soldes débiteurs excessifs supplémentaires, de l'ordre de 60 millions par an.

Nous arrivons, à travers cette analyse, recoupée par certains de nos collègues, pour ces différents postes, à un chiffre de 4,5 milliards qui réduirait — ceci est fort important — des deux tiers le déficit cumulé des communes de la région de Bruxelles. Le déficit d'exercice propre était de 3,5 milliards en 1979 et est estimé à 5 milliards pour 1980.

La totalité du déficit serait couverte par l'immédiate application des remboursements de mainmorte: contrairement aux municipalités d'autres Etats, les communes belges ne reçoivent pas la ristourne des impôts immobiliers qu'elles ne peuvent percevoir sur les bâtiments de l'Etat, les ambassades, les sièges d'organisations internationales, les universités, les écoles.

La promesse avait été faite de consacrer une somme de trois cents millions à la région de Bruxelles. Il apparaît malheureusement — si je me réfère aux discussions qui ont eu lieu en commission — qu'il s'agirait en fait d'une somme qui serait répartie à travers l'ensemble du territoire. Je ne sais dès lors le montant qui sera octroyé à la région de Bruxelles. En réalité, ce n'est pas de trois cents millions que devrait disposer cette région, mais d'une somme d'un milliard, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas octroyer des compensations aux autres régions du pays.

L'Etat, pour des raisons qui le concerne, a estimé devoir dispenser de l'impôt sur les personnes physiques, les fonctionnaires de la Communauté économique européenne et de l'Otan.

C'est une décision que nous ne contestons pas, mais nous ne voyons pas pourquoi les communes, qui doivent rendre à ces personnes des services considérables — je songe notamment à l'accueil des enfants dans les écoles — sont privées des revenus d'additionnels à l'impôt sur les personnes physiques qui permettent le financement desdits services. Nous considérons qu'il s'agit d'une perte importante difficile à estimer mais qui s'établit à plus de 100 millions par an.

Si les communes de l'agglomération de Bruxelles recevaient par tête d'habitant ce qu'elles reçoivent dans d'autres grandes agglomérations, — je me réfère encore à une étude effectuée par l'Union des Villes et Communes belges —, il y aurait en moyenne une intervention supplémentaire du Fonds des communes de quatre mille francs par tête et par an, soit, pour un million d'habitants — il faut exclure, bien sûr, les 145 000 habitants de Bruxelles-Ville — près de quatre milliards par an.

Ce chiffre mesure la discrimination dont sont victimes les communes bruxelloises qui ont des charges autrement importantes que celles des autres grandes agglomérations du pays et qui sont notamment astreintes à un bilinguisme généralisé.

La charge entraînée par ce bilinguisme a été chiffrée. Ce montant, qui vous a été communiqué, ne représente pas seulement les primes accordées à ceux qui font l'effort d'apprendre les deux langues, mais aussi les rémunérations du personnel supplémentaire nécessaire, le personnel ordinaire devant traduire de nombreux documents, ce qui l'empêche d'accomplir d'autres tâches. C'est pourquoi nous demandons une contrepartie dans toute la zone bilingue.

En résumé, votre budget, non seulement est injuste envers l'ensemble des communes de Belgique, mais il est franchement discriminatoire à l'égard de la région bruxelloise. Cette région participe pourtant à raison d'environ 15 p.c. à l'impôt national sur les personnes physiques et elle ne reçoit plus aujourd'hui que 8,49 p.c. du Fonds des communes.

Aussi longtemps que cette volonté d'asphyxie existera chez nos gouvernants, quels qu'ils soient, aussi longtemps qu'on ne voudra pas vraiment appuyer la relance économique de la région, toute la relance possible à partir des investissements proposés par les communes, nous ne pourrions voter un quelconque budget de l'Intérieur. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Seranno.

De heer De Seranno. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, ik heb deze voormiddag en ook vorige week nogal wat klachten gehoord over het tekort aan middelen bij gemeenten; gemeenten die meestal ook aangesloten zijn bij intercommunale instellingen.

Ik heb deze morgen een greep gedaan uit recent binnengekomen luxueuze brochures die uitgegeven worden door intercommunales, met veel witte bladzijden, met foto's van ministers, burgemeesters en beheerders die linten doorknippen, dit alles gedrukt op zeer duur papier.

Weinigen lezen die dure brochures die bovendien zeer zwaar wegen. U bent voogd over een aantal intercommunales. Mijnheer de Minister, wij verzoeken u een einde te maken aan deze belachelijke vorm van publiciteit die niet zelden dient om de volgende gemeenteraadsverkiezingen of wetgevende verkiezingen voor te bereiden.

Graag vernamen wij anderzijds van de minister van Binnenlandse Zaken hoeveel regeringsleden-burgemeesters, na hun benoeming tot minister, ontslag als burgemeester hebben ingediend. Ik zeg wel «regeringsleden», ik bedoel dus ministers en staatssecretarissen. Hoeveel ministers of staatssecretarissen hebben hun ontslag als burgemeester niet aangeboden en cumuleren derhalve nog deze taak van voogd en bevoogde, van controleur en gecontroleerde?

Welke stelling neemt de regering in tegenover deze vorm van toch onaanvaardbare cumulatie?

Een volgend punt betreft een aangelegenheid waarover in de commissie nogal wat is gediscussieerd maar waarover geen uitsluitsel is gekomen, namelijk het krediet van 300 miljoen uitgetrokken op artikel 43.07 van titel I. Het betreft een krediet dat achteraf een provisioneel krediet werd genoemd. Dit krediet is bedoeld als compensatie voor de gemeenten die opcentiemen moeten derven op onroerende overheidsgoederen.

Op bladzijde 63 van het verantwoordingsprogramma bij de begroting van Binnenlandse Zaken wordt aangeduid welke van onroerende voorheffing vrijgestelde onroerende goederen in aanmerking komen voor compensatie. Dit zijn de onroerende goederen die eigendom zijn van een vreemde mogendheid, een publiekrechtelijke internationale organisatie, een organisatie van Europees recht, de Staat en van parastatale instellingen waarvan de activiteit zich over het hele land uitstrekt. Voor de onroerende goederen van de Staat wordt die beperking niet aangehaald. In het verantwoordingsprogramma wordt nog gezegd dat het billijk is die gemeenten een compensatie toe te kennen voor het verlies aan opcentiemen. Weinigen zullen dit principe betwisten.

Mijnheer de Minister, in de Senaatscommissie heeft uw geachte voorganger echter het compensatierecht voor staatseigendommen mondeling beperkt tot gebouwen — dit wil zeggen gebouwde onroerende goederen — die uitsluitend bestemd zijn voor hoofdbesturen van ministeriële departementen waarvan de activiteit zich over het hele land uitstrekt. Deze tweeledige beperking komt niet voor in het begrotingsontwerp en is er trouwens volledig in tegenspraak mee. De minister wilde dus blijkbaar mondeling twee bijkomende beperkingen op het kadastraal-inkomencompensatierecht invoeren: ten eerste, zou de beperking slechts toepasselijk zijn op gebouwde onroerende goederen en, ten tweede, zouden in die gebouwen van de Staat uitsluitend activiteiten van het hoofdbestuur van de ministeriële departementen die zich wenden tot heel het land mogen worden uitgeoefend.

Ik geef een voorbeeld. Indien minister Galle als enige minister van de Vlaamse Gemeenschap zijn kantoor zou hebben in een groot gebouwcomplex van 10 000 m², dat eigendom van de Staat is, dan zou dit gebouw niet in aanmerking komen voor compensatie, want de activiteiten van minister Galle strekken zich niet uit over het hele land. U ziet hoe zinloos zo'n beperking zou zijn.

Mag ik terloops de verslaggever erop wijzen dat er op bladzijde 9 van zijn verslag een totale tegenspraak is tussen de Nederlandse en de Franse ministeriële tekst? In de Nederlandse tekst van het verslag is er evenmin als in het begrotingsdocument geen sprake van staatseigendommen bestemd voor het hele land.

Mijnheer de Minister, wij willen geen twijfel laten bestaan. De compensatieregeling moet voor alle staatseigendommen gelden, ongeacht hun geografische ligging. Het ontberen van gemeentelijke opcentiemen op onroerende staatseigendommen moet overal kunnen worden gecompenseerd, ongeacht of zij in Vlaanderen, Wallonië of Brussel zijn gelegen.

Een brief van maart 1980, uitgaande van de minister van Financiën, bracht geen duidelijkheid. Volgens die brief moet voor alle betrokken eigendommen nog een «fictief» kadastraal inkomen worden vastgesteld. Dat zou volgens de minister veel tijd vergen.

De heer Gramme, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Men kan zich hierbij afvragen volgens welke procedure bij de vaststelling van het kadastraal inkomen een verhaalrecht zal worden uitgeoefend.

In een brief van minister Henrion van 17 juni 1980 wordt geoordeeld dat, wij vertalen, ten eerste, militaire gebouwen niet kunnen worden beschouwd als centrale diensten; ten tweede, eigendommen van cultuurgemeenschappen « in principe » niet in aanmerking komen voor compensatie. Maar Adeps zou door de minister van Franse Cultuur wel worden vermeld op de lijst van de gebouwen die in aanmerking komen voor compensatie.

Er is duidelijk verwarring. De indruk overweegt dat hier een nieuwe compensatiewet wordt ingevoerd waarvan de geldelijke draagwijdte slechts veel later zal kunnen worden gemeten. Het Parlement heeft recht op de waarheid en kan niet aanvaarden dat langs een begrotingswet een zeer vage, onduidelijke compensatiewet wordt ingevoerd waarvan na vijf à tien jaar door budgettaire bijbladen slechts de gevolgen zullen gekend zijn. Waarom zouden bovendien zelfs Britse en Duitse militaire bases in ons land worden uitgesloten van dit compensatierecht ten gunste van gemeenten waar zij gevestigd zijn? Met welk recht zal de minister een interpretatie geven die in tegenstrijd is met de tekst op pagina 63 van de verantwoordingsnota waarin onder meer vreemde mogendheden en de publiekrechtelijke internationale organisaties vermeld zijn? Ik neem toch aan dat Groot-Brittannië en Duitsland vreemde mogendheden zijn; en zij hebben bijvoorbeeld eigendommen in de Kempen.

Wat met de universiteiten? Wat met de internationale onderzoekscentra zoals Euratom? Wat met het Paleis der Natie dat blijkbaar geen kadastraal inkomen heeft? Wat met de gebouwen waarin de Cultuurgemeenschappen zullen gevestigd zijn en waarvan de activiteiten zich niet over het hele land uitstrekken? Wordt de vaststelling van de bedoelde fictieve kadastrale inkomens aan een onderzoek naar de bezwaren onderworpen?

Het standpunt dat wij hierna in verband met het compensatiefonds, bedoeld bij artikel 43.07, in zeven punten formuleren mag bij de regering geen enkele onduidelijkheid nalaten.

1. Het regeerakkoord van 5 april 1979 inzake financiering van deelgebieden is vervangen door een nieuw akkoord met andere financieringsformules, vervat in het akkoord dat werd gesloten.

2. Een wettelijke compensatieregeling, bepaald in artikel 43.07 van titel I moet in gelijke mate gelden voor alle gemeenten die bestaansmiddelen derven ingevolge vrijstellingen van onroerende voorheffing voor eigendommen die aan de Staat behoren.

3. Een speciale compensatie voor het saldo van voor- en nadelen dat het hoofdstedelijk gebied kan ervaren wegens zijn nationale, Europese en internationale opdrachten, moet afzonderlijk worden onderzocht en wettelijk bepaald, wat trouwens in het regeerakkoord staat. Geen vage, onomkeerbare en dubbel gebruikmakende compensaties kunnen worden aanvaard.

Ik vestig de aandacht op het volgende. In het merkwaardige verslag van collega Flagthier vinden wij op pagina 9 een opsomming van bijna 3 miljard die nu reeds extra beschikbaar wordt gesteld voor het hoofdstedelijk gebied, namelijk 200 miljoen voor toekenning van steun aan de agglomeratie Brussel, 2,2 miljard als dotatie voor de stad Brussel, de zogenaamde 4 pct., en de 300 miljoen die in dit begrotingsdocument zijn ongeschreven.

Bovendien vind ik in de voetnota op pagina 133 van het gedrukt stuk van de Kamer nr. 4, in de begroting van ontvangsten en uitgaven, 571 miljoen als aanvullende dotatie ten bate van het Brusselse gewest, buiten enveloppe.

Bij het samentellen van al deze bedragen krijg ik een totaal van zowat 3,5 miljard. Dat betekent bijna 4 000 frank extra per inwoner in Brussel.

Als wij deze 3,5 miljard tellen bij de 5,5 miljard van het Gemeentefonds voor het Brusselse gewest bereiken wij een totaal van bijna 9 miljard. Dan is er sinds 1977 ook voor het hoofdstedelijk gebied een stijging geweest van 33 pct. tegenover 33 pct. in Wallonië en 22 pct. in Vlaanderen.

Mijnheer de Minister, indien men zou pogen om cijfers te verduisteren zullen er grote moeilijkheden komen. Voor een goed contract moeten wij weten wat wij aan elkaar hebben. Indien er in ons land ooit onoverkomelijke spanningen komen, zal dit gebeuren op het ogenblik dat de bevolking vaststelt dat inzake geldverdeling met twee maten en twee gewichten wordt gewogen. Bij die 5,5 miljard voor Brussel, moet men deze 3,5 miljard bijtellen. Wij aanvaarden niet dat men het bedrag van 300 miljoen zou beschouwen als een provisie die achteraf eventueel kan oplopen tot 1 of 2 miljard.

Er bestaat een studie waaruit blijkt dat in Brussel 43 pct. van de nettogebouwde oppervlakte geen kadastraal inkomen heeft, waardoor de gemeenten geen opcentiemen kunnen heffen op de onroerende voorheffing. Desondanks ligt het gemiddelde kadastraal inkomen per hectare in het hoofdstedelijk gebied driemaal zo hoog als in de andere steden van het land, zowel in Wallonië als in Vlaanderen.

Vrienden van Wallonië, wij hebben een hoofdstedelijk gebied nodig maar wij moeten weten wat ons dit kost. Wij zijn bereid daarvoor samen met u te betalen, maar wensen dit niet blindelings en volgens onomkeerbare formules te doen.

4. Het komt de uitvoerende macht niet toe deze begrotingswet eigenmachtig en op basis van vervallen regeerakkoorden zelf te interpreteren en te verbuigen. De tekst van artikel 43.07 is duidelijk. Noch u, noch de minister van Financiën mogen daar een eigen interpretatie aan geven en bepalen dat sommige staatsdomeinen buiten de toepassing vallen van dit artikel. Dat is onaanvaardbaar. Als verantwoordelijke toezichters op deze begroting moeten wij weten waarvoor dat geld wordt gebruikt en welke de financiële consequenties zijn voor de toekomst.

5. De kredieten van artikel 43.07 mogen noch geheel noch gedeeltelijk worden aangewend alvorens het Parlement inzage heeft gekregen van de totale bedragen der fictief vast te stellen kadastrale inkomens voor de betrokken onroerende goederen.

6. De minister dient de lijst van de onroerende goederen waarvoor fictieve kadastrale inkomens worden vastgesteld, mede te delen.

Waarom zou de Senaatscommissie voor de Binnenlandse Zaken de lijst van de van onroerende voorheffing vrijgestelde goederen niet mogen kennen? Alles wat betrekking heeft op het kadastraal inkomen is openbaar en moet ter inzage zijn.

7. Indien voor de onroerende eigendommen van de overheid, fictieve kadastrale inkomens worden vastgesteld, zou het beter zijn de gemeenten wettelijk te machtigen hierop belastingen te heffen. Waarom het ingewikkeld maken? Waarom niet alle gemeenten machtigen belastingen te heffen op de eigendommen van de Staat die in hun gemeente gevestigd zijn?

Mijnheer de Minister, in sommige gemeenten komen bijna 1 000 hectaren staats eigendom hoofdzakelijk als militaire domeinen, voor. Dit brengt extra kosten mee inzake bewaking, toezicht en supplementaire zorg voor de politie.

Mijn fractie wenst dat de regering duidelijk positie kiest in verband met de punten die ik hier heb besproken. Wij wensen eveneens een antwoord op de opmerkingen die werden geformuleerd en dit vóór het ontwerp van begroting in de Senaat in stemming wordt gebracht. Op die manier kunnen wij, parlementsleden, onze rol ten opzichte van de uitvoerende macht op een efficiënte manier vervullen. (Applaus op sommige banken van de meerderheid.)

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, il reste une demi-douzaine d'orateurs inscrits. Nous ne pourrions donc terminer la discussion du budget de l'Intérieur aujourd'hui; nous devons, en effet, encore entendre les interpellations qui y sont jointes et la réponse du ministre.

Wij zullen dit debat dan ook vermoedelijk volgende week verder zetten.

La parole est à M. Lecoq.

M. Lecoq. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, je me permets de demander au nouveau ministre de l'Intérieur de prendre les dispositions nécessaires pour permettre l'octroi du titre honorifique aux bourgmestres, échevins et présidents de CPAS qui remplissent les conditions requises. Rapporteur au Sénat du projet de loi en la matière, mais n'étant pas personnellement intéressé, je suis d'autant plus à l'aise pour insister afin que les administrations communales reçoivent les instructions ministérielles.

En ce qui concerne le traitement des échevins, je veux appuyer l'intervention de notre collègue, M. Busieau, pour que soit mis fin à la discrimination existant entre les traitements des membres du collège échevinal au sein d'une même entité résultant de la fusion de communes. Si une reclassification des communes peut être une solution pour l'avenir, le règlement, à titre personnel et transitoire, des cas d'espèces ne devrait plus attendre; l'iniquité existe déjà depuis plus de trois ans.

Pour ce qui est du Fonds des communes, la répartition de la dotation est confiée aux exécutifs régionaux. Lors de l'examen du budget de l'Intérieur, les parlementaires ne peuvent connaître les critères de répartition ni influencer ceux-ci. Le législateur ne peut donc remplir sa mission. Le ministre de l'Intérieur ne pourrait-il suggérer aux ministres des régions de présenter, en attendant la légalisation des assemblées régionales, les critères de cette répartition à la commission de l'Intérieur ou à chacune de ses fractions régionales?

M. le comte du Monceau de Bergendal. — Très bien !

M. Lecoq. — Quant aux élections, le vote par procuration a été instauré, puis supprimé lors des élections européennes. Quelle sera la règle pour les prochaines élections générales et communales ? Votre prédécesseur, Monsieur le Ministre, avait informé la commission de l'Intérieur que ce problème était à l'étude. Il serait souhaitable que la réglementation soit fixée dans les meilleurs délais et non à la veille d'élections.

Après les fusions de communes, le ministre de l'Intérieur de l'époque avait promis que le problème créé par l'appartenance d'une commune à plusieurs intercommunales de même type ou de même service serait réglé en permettant aux communes de faire choix d'une intercommunale. Trois ans après les fusions, la situation n'a pas évolué. Pouvons-nous demander au ministre de l'Intérieur qu'en collaboration avec les ministres des régions, il recherche une solution et que soit déposé et voté un projet de loi réglant cet important problème ?

Je remercie M. le ministre de l'intérêt et de la suite qu'il voudra bien réserver aux cinq points que je viens de rappeler dans un style très direct, ne voulant pas abuser de son temps ni de celui de notre assemblée. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, je vous propose d'interrompre ici la discussion du budget de l'Intérieur. (*Assentiment.*)

VOORSTEL — PROPOSITION

Intrekking — Retrait

De Voorzitter. — Aan het bureau wordt medegedeeld dat de heer Wyninckx wenst in te trekken zijn voorstel van resolutie betreffende het nemen van initiatieven ter bevordering van de ontspanning en de ontwapening, dat aanhangig is bij de commissie voor de Buitenlandse Zaken.

Il est communiqué au bureau que M. Wyninckx désire retirer sa proposition de résolution concernant la prise d'initiatives tendant à favoriser la détente et le désarmement, qui est pendante à la commission des Affaires étrangères.

Ik stel u derhalve voor dit voorstel van onze agenda af te voeren.

Je propose dès lors de rayer cette proposition de notre ordre du jour (*Assentiment.*)

Il en est ainsi décidé.

Hiertoe is besloten.

Le Sénat se réunira cet après-midi à 14 heures afin de poursuivre la discussion des articles de la Constitution soumis à révision.

De Senaat vergadert deze namiddag te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 12 h 15 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 12 u. 15 m.*)